

Arrêté n° PCICP2022112-0001

Installations classées pour la protection de l'environnement

Sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MOULINS SOUFFLET
Commune de DIENVILLE

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'actualisation
des prescriptions applicables

Le préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment la section 8 du chapitre V du titre Ier de son livre V et plus particulièrement les articles R. 181-45, R. 515-70-I et R. 515-71-I du code de l'environnement ;
- VU** la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations des industries agroalimentaires et laitières (BREF FDM), parue au journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de l'industrie agroalimentaire et laitière relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU** le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2012243-004 du 30 août 2012 autorisant les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, MOULINS SOUFFLET et CARBURANTS SOUFFLET à exploiter un complexe céréalier et d'un moulin sur le territoire de la commune de DIENVILLE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SDIS-2018015-0002 du 23 janvier 2018 approuvant le règlement départemental de défense extérieur contre l'incendie de l'Aube (RDDECI) ;
- VU** la demande d'antériorité de l'exploitant du 3 mai 2016, complétée le 30 juin 2016, relative aux rubriques 4xxx prenant en compte la directive SEVESO III et le règlement CLP et informant l'autorité administrative du démantèlement de la cuve de propane ;

- VU** le porter-à-connaissance dans sa version 7, transmis par l'exploitant le 19 mars 2018 à la préfecture de l'Aube, relatif à la modification de l'unité de granulation ;
- VU** la lettre de réponse préfectorale du 3 avril 2018 donnant acte à cette modification ;
- VU** le dossier de cessation partielle relatif au stockage et à la distribution de carburants, transmis par l'exploitant le 16 décembre 2019 ;
- VU** le dossier de réexamen de l'exploitant au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités agroalimentaires parues au sein de la décision susvisée transmis par courrier du 2 décembre 2020, indiquant notamment que le projet de création d'un nouveau dépôt de carburants est abandonné ;
- VU** la demande d'antériorité sollicitée par courrier de l'exploitant, le 20 janvier 2021, pour la chaudière de 1,5 MW, relevant désormais de la rubrique 2910 en vertu de la parution du décret n° 2018-704 du 3 août 2018 ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 8 juin 2021 de l'inspection des installations classées, à la suite de la visite d'inspection du 11 mai 2021, mettant en exergue des prescriptions inadaptées ;
- VU** le porter-à-connaissance, transmis par l'exploitant le 11 août 2021, sollicitant la modification des prescriptions relatives à la défense extérieure contre l'incendie ;
- VU** le courriel du SDIS du 30 septembre 2021 ;
- VU** l'engagement de l'exploitant, transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 15 octobre 2021 ;
- VU** la demande d'antériorité sollicitée par courrier de l'exploitant le 23 décembre 2021 relative à la rubrique 1510, à la suite de la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 ;
- VU** les justificatifs techniques relatifs à la modification du filtre situé à la sortie du refroidisseur, apportés par l'exploitant par courriel du 31 janvier 2022 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 18 mars 2022 ;
- VU** le courrier recommandé avec accusé de réception du 6 avril 2022 transmettant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations à l'autorité administrative ;
- VU** l'absence de remarques de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les activités de traitement et de transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires de l'exploitant relèvent notamment de la rubrique IED principale 3642 et sont, à ce titre, couvertes par les meilleures techniques disponibles (BREF FDM – Food Drink and Milk) qui lui sont applicables ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté, permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émission associés applicables au type de traitement de déchets pratiqué par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que ces meilleures techniques disponibles sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'instruction du porter-à-connaissance relatif à la modification de l'unité de granulation démontre que le projet présenté par la société MOULINS SOUFFLET n'est pas substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande de modifications n'a pas fait apparaître d'augmentation du niveau de risque sur ce site ;

CONSIDÉRANT qu'il convient néanmoins de compléter les prescriptions relatives à la mise en place de la nouvelle unité de granulation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient également de mettre à jour la situation administrative du site au regard des différentes demandes d'antériorité ;

CONSIDÉRANT que la cessation des activités de stockage et de distribution de carburants implique l'abrogation des prescriptions afférentes et induit une diminution des besoins en eaux de la défense incendie ;

CONSIDÉRANT que la rivière Aube est reconnue par le SDIS comme un « point d'eau naturelle (PEA) » qualifiée de ressource en eau inépuisable ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux préconisations du SDIS, l'exploitant s'est engagé à mettre en place une réserve incendie de 120 m³ ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance du demandeur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRETE

Sommaire

TITRE I – Portée de l'autorisation et conditions générales.....	4
Article 1 – Objet.....	4
Article 2 – Modification de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE.....	4
Article 3 – Classement IED.....	5
Article 4 – Consistance des installations.....	5
TITRE 2 – Prévention de la pollution atmosphérique.....	6
Article 5 – Identification et localisation des points de rejets atmosphériques.....	6
Article 6 – Valeurs limite d'émission relative aux poussières.....	6
Article 7 – Fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques.....	7
Article 8 – Valeurs limites de flux annuels de polluants rejetés.....	7
TITRE 3 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatique.....	7
Article 9 – Identification et localisation des points de rejet aqueux.....	7
Article 10 – Rejet des eaux pluviales – valeurs limites.....	8
TITRE 4 – Prévention des risques technologiques.....	8
Article 11 – Moyens de lutte contre l'incendie.....	8
TITRE 5 – Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....	9
Article 12 – mesures de prévention visant un auto-échauffement.....	9
Article 13 – moyens de protection contre les explosions.....	9
Article 14 – modification de l'unité de granulation.....	11
TITRE 6 – Abrogation.....	11
Article 15 – Abrogation.....	11
TITRE 7 – Publicité et exécution.....	11
Article 16 – Notification et publicité.....	11
Article 17 – Exécution.....	12

TITRE I – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – OBJET

Les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE (dont le siège social est situé quai du Général Sarrail à NOGENT-SUR-SEINE) et MOULINS SOUFFLET (dont le siège social est situé 7 quai de l'apport Paris à CORBEIL-ESSONNES), dénommées ci-après l'exploitant, sont autorisées à poursuivre l'exploitation des activités autorisées sur le territoire de la commune de DIENVILLE par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-004 du 30 août 2012 susvisé, modifié et complété conformément aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE LA LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE ICPE

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-004 du 30 août 2012, relatif à la liste des installations concernées par la nomenclature des installations classées (ICPE), est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique Installations classées	Caractéristiques de l'installation	Régime
1510-2c	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	Masse totale de matières stockées : 800 t Volume des entrepôts : 12 000 m ³	DC
2160-2	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Volume total des stockages supérieur à 15 000 m ³	40 900 m ³	A
2175	Dépôt d'engrais liquides lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m ³	170 m ³	D
2910-A2	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière au gaz naturel 1,5 MW	DC
3642-2a	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 t de produits finis par jour	600 t/j	A

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration avec contrôle)

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

ARTICLE 3 – CLASSEMENT IED

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation des matières premières végétales ou animales et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF "FDM" (Industries agro-alimentaires et laitières).

ARTICLE 4 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

Les dispositions de l'article 1.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- 3 silos à blé (silo 1, silo 2, silo 3),
- un bâtiment de nettoyage et les silos de repos du grain,
- le moulin,
- l'unité de granulation,
- le silo Son et rémoulage,
- 2 silos farine (silo Marysson et étuvage, silo Golfetto),
- un bâtiment d'ensachage et de stockage de produits finis,
- un stockage d'engrais solides vrac,
- un stockage d'engrais liquides,
- un stockage de produits agropharmaceutiques,
- un bâtiment comprenant les services administratifs, le laboratoire et le fournil,
- un atelier,
- un bâtiment de stockage de semences,
- un hangar.

TITRE 2 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 5 – IDENTIFICATION ET LOCALISATION DES POINTS DE REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur minimale (en mètres)	Diamètre maximal au débouché (en mètres)	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection des gaz (en m/s)	Système de filtration
1	Moulin AC1	32	0,4	4 500	10	Filtre à manches
2	Moulin AC2	32	0,4	4 500	10	Filtre à manches
3	2nd nettoyage	32	0,4	5 400	11,9	Filtre à manches
4	Pneumatique 1	32	1x1	19 800	5,5	Filtre à manches
5	Pneumatique 2	32	1x1	19 800	5,5	Filtre à manches
6	Sasseurs	32	0,75	18 000	11,3	Filtre à manches

7	1 ^{er} nettoyage	32	0,5	7 500	10,2	Filtre à manches
8	Filtration silo blé	10	0,62x0,5	8 060	7,9	Filtre à manches
9	Filtration silo Maryson	20	0,27x0,11	2 880	29,9	Filtre à manches
10	Filtration Golfetto	30	0,2	1 060	10,5	Filtre à manches
11	Filtre centralisé (refroidisseur, trémie avant presse)	33	0,16x0,11	12 000	8	Filtre à manches
12	Filtre ponctuel boisseaux farine basse et remoulage (1 par boisseau)	18	0,16x0,11	3 x 1 500	8	Filtre à manches
13	Filtre ponctuel boisseaux granulés (1 par boisseau)	21	0,16x0,11	5 x 1 500	8	Filtre à manches

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 6 – VALEURS LIMITE D'ÉMISSION RELATIVE AUX POUSSIÈRES

Les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ équivalent à 3%.

Conduit n° 1 à 14	Concentration instantanée en mg / Nm ³
Poussières	5

ARTICLE 7 – FRÉQUENCE D'AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les dispositions de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant réalisera tous les ans, pendant la période des moissons concernant les silos de stockage de céréales et en période représentative de l'activité du moulin, une mesure des rejets en poussières de l'ensemble des points de rejet à l'atmosphère.

ARTICLE 8 – VALEURS LIMITES DE FLUX ANNUELS DE POLLUANTS REJETÉS

Les dispositions du chapitre 3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont complétées par les dispositions suivantes :

Le flux annuel des émissions de poussières canalisées (somme des émissaires 1 à 13) n'excède pas 4,851 tonnes par an.

TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUE

ARTICLE 9 – IDENTIFICATION ET LOCALISATION DES POINTS DE REJET AQUEUX

Les dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	Nature de l'effluent	Provenance	Traitement avant rejet	Exutoire
N°1	Eaux pluviales de toiture et de voirie	Toitures des bâtiments Voiries	Séparateur à hydrocarbures	Rivière Aube
N°2	Eaux pluviales de voirie	Voiries	Séparateur à hydrocarbures	Rivière Aube
N°3	Eaux domestiques	Bureaux	-	Réseau communal
N°4	Eaux domestiques	Laboratoire	-	Fosse septique n°1
N°5	Eaux domestiques vestiaires	Autres bâtiments	-	Fosse septique n°2

Les capacités de rétention ne pourront être vidées qu'après la réalisation d'une analyse de la qualité des eaux qu'elles contiennent.

En cas d'incendie, la destination des eaux d'extinction sera déterminée en accord avec l'inspection des installations classées suivant la capacité de l'établissement à les recycler ou les traiter avant rejet.

Les points d'infiltration sont curés annuellement et aussi souvent que nécessaire. Les éléments justifiant le curage doivent être maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 10 – REJET DES EAUX PLUVIALES – VALEURS LIMITES

Les dispositions de l'article 4.3.11.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Points de rejet n°1 et n°2 tels que définis à l'article 9.1 :

Paramètre	Concentration instantanée en mg/l	Flux maximal en kg/j
MES (matières en suspension)	100	15
DCO (demande chimique en oxygène)	300	100
DBO ₅ (demande biochimique en oxygène pendant 5 jours)	100	30
Hydrocarbures totaux	5	-

TITRE 4 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 11 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, bouche d'incendie) permettant de fournir un débit minimal de 120 mètres cubes par heure et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.

Tout point d'eau naturel est signalé, doté d'une plateforme de mise en aspiration et respecte les fiches techniques du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) en vigueur.

À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple, au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont protégés contre le gel et sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont accessibles en toute circonstance.

Le réseau d'eau incendie est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur.

Les éléments d'information nécessaires à l'évacuation du personnel et à l'intervention des services de secours sont affichés en des endroits fréquentés par le personnel. De plus, ils sont matérialisés de manière apparente.

TITRE 5 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 12 – MESURES DE PRÉVENTION VISANT UN AUTO-ÉCHAUFFEMENT

Les dispositions de l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :

	Type	Nombre	Report alarme
SILO 2	Sondes thermométriques fixes	6 (1 par cellule)	OUI
SILO 3	Sondes thermométriques fixes	30 (3 par cellule)	OUI

Une procédure définit la conduite à tenir en cas de détection d'anomalie par la thermométrie. Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage, de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

ARTICLE 13 – MOYENS DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS

Les dispositions de l'article 8.2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Ces mesures de protection consistent en des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non-enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.

Conformément aux études des dangers réalisées par l'exploitant et à ses compléments, ainsi qu'aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes. En particulier, lorsque la technique le permet, les dispositifs suivants sont installés :

Silo	Équipement /volume	Surface minimale présente	Nature des surfaces	Pression statique d'ouverture
SILO 1	Local RDC et fosse élévateur	37 m ²	bardage	100 mbars
	Salle sous cellules	17 m ²	Lumidôme plexi	100 mbars
	Lanterneau	2 m ²	Porte-tôle	100 mbars
SILO 2	Local RDC et fosse	> 100 m ²	Bardage	100 mbars
	lanterneau	1,5 m ²	Porte-tôle	100 mbars
SILO 3	Salle sur cellules et étage 1	260 m ²	Bardage	100 mbars
	Lanterneau sur cellules et étage 2	> 50 m ²	Bardage	100 mbars
	cellules	17 m ² / cellule	Bardage	100 mbars
GOLFETTO	Tour – rez de chaussée et étage 1	20 m ²	Bardage	100 mbars
	Tour – étage 2	15,6 m ²	Bardage + fenêtres	100 mbars
	Tour – étage 3	12 m ²	Bardage	100 mbars
	Tour – étage 4	12 m ²	Bardage	100 mbars
	Tour – étage 5	12 m ²	Bardage	100 mbars
	Tour – étage 6	59 m ²	Bardage + fenêtres	100 mbars
MARYSSON	Cellules	13 m ²	Toit métallique	100 mbars
	Cellules	20 m ²	Toit métallique	100 mbars
GRANULATION	Étage 1 - «étage surpresseur »	30 m ²	Bardage	100 mbars
	Étage 2- «étage presse »	8 m ²	Bardage	100 mbars
	Étage 3 - «étage filtre »	8 m ²	Bardage	100 mbars
	Boisseaux produits finis (pellets « BP ») 100 m ³	BP1 – BP3 - BP5 : 0,81m ² BP2 et BP4 : 2x 0,81m ² = 1,62m ²	Évent en couverture	800 mbars
	Boisseaux produits finis 150 m ³ (2 boisseaux remoulage « BR » + 1 boisseau farine basse « BFB »)	BR1 : 1.27m ² BR2 : 1.27m ² BFB : 2x 0.81m ² = 1.62m ²	Évent en couverture	800 mbars
	Boisseaux issues à granulés de 167 m ³	3,6 m ²	Évent en couverture	100 mbars

Les surfaces soufflables sont réalisées en matériau léger (polycarbonate) ou harnachées afin d'éviter les phénomènes de projection en cas de réalisation avec un matériau plus « lourd » (bac acier...).

La surface d'évent doit être suffisante pour assurer la tenue du silo et notamment ne pas entraîner de risque d'ensevelissement.

Ces dispositifs sont dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. L'exploitant est en mesure de préciser la nature et de fournir les notes de calcul de ces dispositifs.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel.

ARTICLE 14 – MODIFICATION DE L'UNITÉ DE GRANULATION

Les dispositions du chapitre 8.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les dispositifs de sécurité suivants sont mis en place au niveau de l'unité de granulation :

- sondes de températures dans la colonne d'aspiration,
- vannes d'isolement afin de cloisonner le refroidisseur,
- capteur de présence de graisse dans le graisseur automatique des roulements.

La séparation entre cette installation et le moulin est constituée d'un mur REI 120 et de portes coupe-feu 2h.

TITRE 6 – ABROGATION

ARTICLE 15 – ABROGATION

Sont abrogés :

- L'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019065-0001 du 6 mars 2019 autorisant la création d'un nouveau dépôt de carburants ;
- Les chapitres 8.4 et 8.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-0004 du 30 août 2012, relatifs au stockage et à la distribution de liquides inflammables.

TITRE 7 – PUBLICITÉ ET EXÉCUTION

ARTICLE 16 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié aux sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MOULINS SOUFFLET.

Une copie sera adressée à la sous-préfecture de BAR-SUR-AUBE.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DIENVILLE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de DIENVILLE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 17 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TROYES, le 22 AVR. 2022

Le préfet



Stéphane ROUVÉ

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.